

Assurer des garanties minimales aux résidents du camp Liberty

Suite à sa déclaration faite en janvier, et en raison du fait que malheureusement aucune amélioration n'ait été apportée, la Commission des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, appelle les autorités irakiennes à arrêter de transformer le camp Liberty en prison. Elle appelle également le Secrétaire général de l'ONU à s'assurer de l'application des garanties minimales requises par les résidents du camp.

En dépit de l'absence de normes humanitaires et en matière de droits de l'homme, 800 résidents d'Achraf ont jusqu'à présent été déplacés au camp Liberty afin de trouver une solution pacifique. Or, ce camp souffre de graves pénuries d'eau potable et d'électricité. Les égouts à ciel ouverts ont fait de cette zone une région terriblement polluée et dangereuse pour la santé humaine et la plupart des bungalows sont très gravement vétustes et inutilisables. Les résidents du camp Liberty ne sont pas autorisés à quitter le camp. Ils n'ont d'accès direct ni aux services médicaux ni aux avocats. Il y a un poste de police et près de 150 forces armées irakiennes équipées avec des mitrailleuses dans ce domaine très limité d'un demi-kilomètre carré dans lequel 3400 personnes sont amenées à vivre. Plusieurs caméras de surveillance et dispositifs d'écoute ont été installés dans le camp et transmettent des informations aux dirigeants iraniens, ce qui permet à ces derniers de menacer les résidents et leurs familles.

La Commission appelle instamment le gouvernement irakien à mettre en œuvre les garanties minimales exigées par les résidents, y compris le retrait de toutes les unités armées, des caméras de surveillance et des dispositifs d'écoute du camp, en résolvant le problème d'infrastructure notamment en ce qui concerne l'eau, l'électricité et les eaux usées et en fournissant un accès direct aux services médicaux, aux avocats et aux observateurs de l'ONU, en permettant la libre circulation ou du moins en augmentant la surface du camp, et en assurant la sécurité de tous les résidents jusqu'à ce qu'ils quittent l'Irak, en évitant toute arrestation de résidents.

Nous appelons les Etats membres du Conseil de l'Europe et les Etats observateurs à répondre positivement et rapidement aux demandes de réinstallation des résidents de Liberty et d'Achraf.